

<https://pierre-alainmillet.fr/Budget-1969>



Conseil de métropole des 29-30 janvier 2024

Un budget social qui fait le gros dos dans des temps contraintsâ€!

- Interventions - Conseil métropolitain du Grand Lyon -



Date de mise en ligne : lundi 29 janvier 2024

Copyright © Blog Vénissien de Pierre-Alain Millet - Tous droits réservés

Nous votons un budget dans un contexte national particulier, un gouvernement qui n'est qu'une agence de communication, qui oublie carrément le logement et la politique de la ville, et qui est incapable de faire autre chose que sortir le chéquier du quoi qu'il en coûte dès qu'une pression sociale apparaît, enfin, pas toutes, quand il estime qu'il y a un risque politique à droite.

L'avantage, c'est que ce gouvernement des riches décomplexés dit crument les choses. Ainsi, le projet de loi de finance nous annonce une hausse de la dette de l'état de 3,2 points de PIB d'ici 2027, mais il demande aux collectivités dont la dette ne représente qu'un dixième de celle de l'état de la réduire de 2 points de PIB. Rappelons que l'état finance sa dette par emprunt, 270 milliards en 2023, alors que vous le savez, en bon gestionnaire, les collectivités locales font tout pour préserver leur capacité d'autofinancementâ€

Il faut avoir cela en tête car si nous savons que l'exercice budgétaire est toujours contraint, que nous ne pouvons pas financer toutes les missions ou tous les projets qui seraient utiles ou même nécessaires aux habitants, le budget a besoin de pédagogie populaire pour valoriser ce qui est fait, mais aussi dire pourquoi tout ne peut être fait. Ainsi, s'il faut expliquer les mesures d'urgence prises pour le logement, il faut redire que la crise vient de loin, pas seulement de l'inflation, mais aussi de ce plan logement macron qui affirmait vouloir « construire plus et moins cher » et en fait organisait le désengagement de l'état du logement. S'il faut valoriser la hausse des dépenses sociales, il faut aussi expliquer que la précarisation du travail, la smicardisation des métiers pourtant essentiels, sont au cœur de la pauvreté comme des inégalités qui progressent et que malheureusement, nous ne pouvons pas répondre à toutes les urgences. S'il faut valoriser les efforts d'hébergement, notamment des mineurs, il faut redire qu'aucune solution réelle et durable n'est possible sans d'autres relations internationales sortant du néocolonialisme pour organiser de véritables coopérations au service du développement du sud.

Il faut dire le danger de recettes qui sont désormais fortement indépendantes de nos décisions fiscales. Avec 40% de TVA, on peut avoir l'impression que c'est favorable en période d'inflation, mais la TVA est l'impôt le plus injuste socialement, et bien sûr, nous n'en définissons pas le taux. Nos recettes 2024 sont en dessous des recettes réalisées en 2022, quand nos dépenses de fonctionnement seront elles supérieures de près de 300M€.

Nous répondons donc dans un budget contraint aux urgences sociales, mais si les frais de séjour sont en très fortes augmentations, 10% sur 2023, 15% sur 2022, les allocations individuelles de solidarité qui ne dépendent pas que de nous n'augmentent pas à la hauteur du vécu de tous les travailleurs sociaux, seulement 3%.

Alors, certains reprocheront que notre autofinancement baisse un peu, ne contribuant que pour 84M€ au financement de l'investissement en nette hausse d'ailleurs, notamment pour les projets, et que cela pèse sur notre capacité de désendettement. C'est faire peu de cas des habitants et des besoins de services publics, de missions publiques. C'est pourquoi nous voterons ce budget qui fait le gros dos dans ces temps agités, en attirant l'attention sur deux points de dépenses que vous connaissez bien, monsieur le président.

D'abord la politique de la ville, dans un flou dangereux au niveau gouvernemental, sans ministre et un budget 2024 constant alors que la géographie prioritaire s'est étendue. La métropole ne contribue toujours pas à la programmation sociale, ni aux cités éducatives. Et la nouvelle géographie prioritaire suppose de renforcer nos dépenses là où nous agissons, sur la gestion sociale urbaine de proximité, sur l'opération quartiers d'étéâ€ La réponse en commission évoquant l'attente des décisions préfectorales m'inquiète. Pour exemple, la ville de Vénissieux va doubler son effort budgétaire politique de la ville. Nous devons donner un signal fort de soutien aux

actions de la politique de la ville.

Ensuite sur les investissements dans les collèges. Nous avons appris que le collège Aragon à Vénissieux, annoncé par David Kimelfeld en 2019, ne serait finalement livré qu'en 2033 autrement dit, même pas dans le mandat suivant ! Cela ne peut qu'inquiéter, d'autant que l'association de tous les acteurs dans la définition du programme nous semble insuffisante. Nous demandons que la vice-présidente Laurence Boffet soit mobilisée sur la participation citoyenne dans les projets de collège, et que la commission éducation puisse faire un état d'avancement du schéma directeur des collèges.